



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle-Aquitaine**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**relative à l'exploitation d'installations de stockages d'alcools de bouche**

**site « Le Bourg » sur la commune de Mainxe-Gondeville**

**SAS Distillerie Gelinaud**

Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R.181-46 ;

**Vu** l'accusé de réception de déclaration d'existence n°1194 du 15 décembre 1988 délivré par la préfecture de la Charente à S.A Distillerie Gelinaud pour l'exploitation d'une cellule de stockages d'une capacité maximale de 1892 hl au Lieu-dit Le Bourg sur la parcelle B590 sur la commune de Gondeville ;

**Vu** l'accusé de réception de déclaration d'existence n°1205 du 15 décembre 1988 délivré par la préfecture de la Charente à Madame Nau Marie-Cécile pour l'exploitation d'une cellule de stockages d'une capacité maximale de 1980 hl au Lieu-dit Le Bourg sur la parcelle B590 sur la commune de Gondeville ;

**Vu** l'accusé de réception de déclaration d'existence n°262 du 15 décembre 1988 délivré par la préfecture de la Charente à la société ORECO pour l'exploitation de deux cellules de stockages d'une capacité maximale de 2500 hl chacune au Lieu-dit Le Bourg sur la parcelle B590 sur la commune de Gondeville ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009 fixant les prescriptions complémentaires à la société ORECO pour l'exploitation des chais de stockage d'alcools de bouche sur le site de « Le Bourg » commune de Gondeville ;

**Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 16 septembre 2015 à la société Distillerie Gelinaud concernant des chais de stockage d'alcool de bouche sis au lieu-dit Le Bourg à Gondeville ;

**Vu** le porter à connaissance en date du 15 mars 2024 déposé auprès de l'inspection des installations classées et les compléments transmis le 10 mars 2026 ;

**Vu** le rapport de l'inspection du 12 mai 2026 proposant des prescriptions complémentaires pour acter les éléments présentés dans le porter à connaissance susvisé ;

**Vu** le courriel transmis à l'exploitant le 12 mai 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** le courriel de l'exploitant en date du 19 mai 2026 indiquant qu'il n'a pas d'observations sur le projet d'arrêté complémentaire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 mars 2026 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** de fait, que la société SAS Distillerie Gelinaud souhaite modifier son installation en augmentant la quantité de stockage d'alcool du chai en passant de 892 m<sup>3</sup> à 953 m<sup>3</sup>, et bien que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de mettre à jour l'arrêté d'autorisation du site et édicter les prescriptions qui s'appliqueront au chai, notamment en matière de défense incendie ;

**Considérant** que dans son porter à connaissance du 15 mars 2024 susvisé, l'exploitant a proposé de dimensionner les volumes en eau en considérant une surface de référence équivalente à deux cellules, ce qu'il a justifié par le fait que le chai est scindé en deux unités de deux cellules par la présence d'un mur coupe-feu d'un degré coupe-feu supérieur à 4h, et supportant un acrotère de plus de 1 m selon les éléments présentés dans son porter à connaissance susvisé ;

**Sur** proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2009 susvisé est modifié ainsi : « La société SAS Distillerie Gelinaud SIRET 818 655 656 00010, dont le siège social est situé à «MARANCHEVILLE 8 CHEMIN DES PORCHES 16200 MAINXE-GONDEVILLE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté à exploiter des installations de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole à « Le Bourg» 16200 MAINXE-GONDEVILLE »

Elle est tenue de respecter, dans le cadre des modifications portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009 susvisé est modifié par le tableau suivant :

<b>N° Rubrique</b>	<b>Régime</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Nature et Caractéristiques de l'installation</b>
4755	A	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables  2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique est supérieur à 40 %, la quantité	1 Chai unique réparti en 4 cellules :  -cellule 9 : 203 m <sup>3</sup> -cellule 10 : 250 m <sup>3</sup> -cellule 11 : 250 m <sup>3</sup>

		susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup>	-cellule 12 : 250 m <sup>3</sup>  <b>QSP totale du chai :</b> <b>953 m<sup>3</sup></b>
--	--	--	---

Régime : A (autorisation)

### **Article 3 - Situation et caractéristiques des installations autorisées**

Le tableau des installations de stockage d'alcool de bouche autorisées défini à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009 susvisé est modifié par le tableau suivant :

Désignation de la cellule	Surface en m <sup>2</sup>	Type et caractéristiques du stockage	Capacité maximale de stockage en m <sup>3</sup>
9	211 m <sup>2</sup>	Fûts et tonneaux	203 m <sup>3</sup>
10	211 m <sup>2</sup>	Fûts et tonneaux	250 m <sup>3</sup>
11	211 m <sup>2</sup>	Fûts et tonneaux	250 m <sup>3</sup>
12	211 m <sup>2</sup>	Fûts et tonneaux	250 m <sup>3</sup>

### **Article 4 - Réserve d'eau incendie**

L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009 susvisé est modifié comme suit :

« Réserve d'eau incendie

L'exploitant doit disposer des moyens de lutte contre un incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum d'une ou plusieurs réserves totalisant un volume minimal de 440 m<sup>3</sup> situées à moins de 200 m des chais et associées à 4 aires de stationnement pour les engins de secours, matérialisées et carrossables.

L'exploitant identifie et fait valider les points d'aspiration au SDIS (y compris pour les points d'aspiration qui seraient envisagés directement par prélèvement dans la Charente) dans un délai de un an à compter de la date du présent arrêté. »

### **Article 5 - Délais et voies de Recours-Publicité-Exécution**

#### **CHAPITRE 5.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **CHAPITRE 5.2 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté complémentaire environnemental est déposée à la mairie de Mainxe-Gondeville et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mainxe-Gondeville pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

## **CHAPITRE 5.3 - EXÉCUTION**

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Mainxe-Gondeville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **SAS Distillerie Gelinaud** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le

26 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation

La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC